

**21 février 2005, Montréal**

**Allocution devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain**

Madame la Présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (Isabelle Hudon),

Distingués invités de la table d'honneur,

Chers collègues ministres et députés,

Mesdames, Messieurs,

J'aimerais saluer le maire de Montréal. Monsieur Tremblay, recevez les félicitations du gouvernement du Québec pour le sauvetage des Championnats du monde aquatique. C'est un grand événement sportif que Montréal accueillera l'été prochain. Dans ce projet, le gouvernement du Québec a tenu ses engagements financiers et a livré les infrastructures. Je lance aujourd'hui un appel à la communauté d'affaires. Je vous invite à prendre le relais et à appuyer fortement cet événement.

J'ai par ailleurs eu l'occasion d'annoncer la semaine dernière avec M. Tremblay et le premier ministre Martin la tenue prochaine à Montréal d'un autre grand événement international. Il s'agit de la conférence des pays signataires du Protocole de Kyoto qui se tiendra à l'automne. Je me réjouis de la tenue de cette conférence majeure à Montréal parce que mon gouvernement, vous le savez, a amorcé le virage du développement durable. C'était un de nos engagements. C'est une conviction profonde chez moi et chez de plus en plus de Québécois. Le ministre du Développement durable, Thomas Mulcair, est aujourd'hui à Rimouski, étape de sa tournée québécoise de consultation sur notre plan. Ce plan vise à réconcilier développement économique et protection de notre patrimoine naturel. La conférence des pays partenaires de Kyoto sera certainement une occasion de signifier au monde l'adhésion du Québec et de sa métropole aux principes du développement durable. À cette occasion, pas moins de 6 000 personnes représentant 139 pays découvriront pendant 10 jours Montréal et le Québec.

Vendredi dernier, j'ai procédé à un remaniement de mon cabinet. Nous sommes aujourd'hui plus résolus que jamais à livrer nos engagements et à placer le Québec sur une nouvelle voie de développement et de prospérité. Plusieurs membres de mon équipe ministérielle et de mon caucus sont dans la salle. Nos défis comme gouvernement sont à la hauteur de nos ambitions pour le Québec. Après un peu moins de deux ans, je suis fier de ce que nous avons fait. Nous agissons conformément à notre plan. Mais avant de vous parler de notre bilan, je prendrai quelques instants pour vous dire dans quel état nous avons trouvé le Québec.

Lorsque nous sommes arrivés au gouvernement, nous nous sommes retrouvés avec un équilibre budgétaire de façade qui cachait un déficit réel de 4 000 000 000 \$. Avant l'élection, le gouvernement précédent a fait plus de 2 000 000 000 \$ d'annonces non provisionnées. Depuis deux ans, nous avons dû radier des investissements et supporter des dépassements de coûts de plusieurs milliards \$. Pensez seulement au métro de Laval, à la Gaspésia, au

projet informatique GIRES, à la SGF, etc. Nous payons aujourd'hui et nous paierons pendant plusieurs années pour des mauvaises décisions passées.

Since 1997 our debt increased by 40 %. Today, that debt represents 15 000 \$ for every Quebecer –newborns and seniors alike. Financing the debt is the government's third largest expense, after health and education. That's 8 billion \$ per year that can't be used to care for the sick or educate our youth or help the neediest.

Cette situation était intenable. Continuer comme ça, ça voulait dire se diriger contre un mur. Notre gouvernement a été élu pour moderniser le fonctionnement de l'État québécois. Et depuis notre élection, c'est ce que nous faisons. Prenons quelques exemples : Nous avons redéfini le mandat des sociétés d'État comme la SGF et Investissement Québec. Nous l'avons fait pour que l'argent investi par les Québécois rapportent aux Québécois. Nous avons révisé la gouvernance de la Caisse de dépôt et sa direction en a révisé les orientations.

Ce n'est pas par hasard qu'elle figure à nouveau dans le peloton de tête des meilleurs gestionnaires de caisse de retraite au pays. Le mandat de la Caisse est aujourd'hui axé sur le rendement. Quand la Caisse a un bon rendement, ce sont les Québécois qui s'enrichissent. Nous avons remis le Québec sur la carte des grands réseaux internationaux de capital de risque en privatisant la Société Innovatech Montréal. Nous l'avons confiée à une des firmes les plus réputées mondialement Collar Capital qui s'est établie à Montréal. Nous avons réduit la taxe sur le capital pour 75 % des entreprises. Parce qu'on veut que les entreprises investissent davantage dans leur croissance et la création d'emplois. Nous avons simplifié les programmes gouvernementaux en réduisant de 160 à 3 le nombre de programmes d'aide aux entreprises. C'est plus facile pour les entreprises de s'y retrouver.

Dans la même foulée, nous mettons sur pied Services Québec pour que les Québécois retrouvent leur chemin dans l'administration publique et aient plus facilement accès aux services de leur gouvernement. Nous revoyons le fonctionnement de l'État et nous le faisons dans le respect de nos principales priorités : À commencer par la santé. Nous y avons réinvesti 2 200 000 000 \$ et nous avons renversé la tendance. On voit des progrès. Nous avons réduit le nombre d'unités d'accréditation syndicale. Il y en avait 3 800, on en compte aujourd'hui quatre fois moins. Cette seule décision, sans réduction d'emploi, a permis de rediriger 46 000 000 \$ de bureaucratie syndicale par année vers les soins directs aux patients.

En éducation, nous avons réinvesti 709 000 000 \$. Je veux que nos enfants réussissent mieux et qu'ils soient en meilleure santé. C'est pour ça que nous avons annoncé l'ajout d'une heure et demie d'enseignement au primaire, pour que nos enfants fassent plus de sport, et c'est pour ça que nous introduirons l'enseignement de l'anglais dès la première année en septembre 2006. Moderniser le fonctionnement de l'État, c'est aussi changer les relations entre le gouvernement du Québec et les régions. Nous avons amorcé la décentralisation des pouvoirs au Québec. On veut que les citoyens des régions aient les outils pour décider de leur avenir. Nous avons relancé le développement énergétique. On a relancé les grands chantiers de développement hydroélectrique et on a annoncé l'un des plus importants projets de parc éolien au monde. Nous avons freiné la croissance des dépenses, nous avons maintenu l'équilibre budgétaire et nous avons retourné 1 000 000 000 \$ aux familles et aux

travailleurs à faible revenu. Nous avons aussi réinvesti dans l'aide aux personnes vulnérables avec un plan d'incitation au travail.

Dans le Québec d'aujourd'hui, il sera toujours plus payant de travailler que de ne pas travailler. Parce que nous croyons dans l'effort de chacun et dans la dignité du travail. Ce sont des changements importants que nous avons entrepris. Tous ces changements, ce sont des engagements importants que nous avons honorés. Il faut continuer à moderniser le Québec. Nous avons encore beaucoup à faire. Et ces changements, sont-ils positifs pour le Québec? À en entendre certains, c'est comme si on était en train de reculer. Pourtant, on avance comme on n'a pas avancé depuis plusieurs années. Le taux de chômage au Québec est de 8,4 % alors qu'il était de 9,2 % en 2003. Le taux de chômage a reculé dans 10 régions sur 16. Il s'est créé plus de 60 000 emplois au Québec en 2004. 11 000 personnes ont quitté l'aide sociale. Il n'y a jamais eu autant de Québécois sur le marché du travail. Les investissements privés ont connu une croissance de 5,3 %. C'est six fois et demie la croissance observée en Ontario. Le Québec a récolté presque 19 % de tous les investissements privés effectués au Canada en 2004, c'est un sommet en 10 ans! Mais on peut encore faire mieux. Les exportations internationales ont augmenté de 6 %. C'était la première hausse depuis 2000.

Et une étude récente du Conference Board dit ceci: « Provincial family-oriented fiscal measures have left households with more net income in 2005. Together with decent employment gains, these will raise real disposable income by 3.2 % on average over the next two years. » Tous ces progrès sont en partie le résultat de nos politiques. C'est la preuve qu'on peut faire mieux au Québec. Nous agissons conformément à nos engagements. Nous agissons conformément à notre plan. Nous faisons bouger les choses. Nous le faisons parce que c'est nécessaire. Nous le faisons parce que nous avons de l'ambition pour le Québec.

Le Québec est à un carrefour historique. Nous n'avons pas le droit de fermer les yeux. Nous avons fait des choix par le passé. Nous avons choisi de vivre dans une société où les soins de santé sont gratuits. Ces soins gratuits, ils nous coûtent presque 20 000 000 000 \$ par année; plus de 50 000 000 \$ par jour. C'est 42,7 % de notre budget et ça continue d'augmenter. Nous avons fait le choix de vivre dans une société où l'école est gratuite. Cette école gratuite, elle nous coûte 13 000 000 000 \$ par année. Ce sont nos choix de société.

Mais ils ont un prix. Comme premier ministre, mon devoir, c'est de préserver ces grands services publics parce qu'ils correspondent à nos valeurs. Ils sont l'expression de notre différence. Mon devoir, c'est aussi de dire aux Québécois que ces choix que nous avons faits par le passé sont confrontés à des réalités incontournables. Je vous ai parlé de la situation des finances publiques. C'est un problème urgent. Nous devons nous redonner une marge de manœuvre. Mais nous faisons face à un autre défi incontournable. C'est le choc de 2013.

À partir de cette année-là, il y aura de moins en moins de travailleurs pour financer les services publics. Il faut nous préparer. L'automne dernier, après une série de forums régionaux, nous avons réuni les principaux leaders du Québec lors du Forum des générations. Tous ont reconnu l'existence de ces grands défis. Et nous avons commencé à chercher ensemble des moyens de les relever. On ne peut plus faire comme avant; avant la mondialisation, avant le réveil de la Chine, avant les technologies de l'information, avant le vieillissement de la population. On ne peut faire qu'une chose : prendre ces défis à bras-le-

corps. Personne ne le fera à notre place. Nous avons été élus avec la conviction que des changements profonds étaient nécessaires au Québec. Nous n'avons rien perdu de cette conviction. Le changement, c'est le contraire de l'inertie. Le changement, c'est l'envie de vivre et de grandir. Qui dans cette salle oserait dire que son organisation a atteint un tel stade de perfection que tout changement, que toute adaptation seraient superflus? Vous êtes en affaires, vous savez que le changement, que l'évolution est synonyme de croissance. Le changement est une manière de vivre. Il n'en va pas différemment des sociétés et des gouvernements. Le monde change, le Québec doit changer aussi. On ne vit plus à l'époque où le concurrent était de l'autre côté de la rue. Avez-vous idée du nombre d'États, de gouvernements, de pays qui veulent nous arracher Bombardier? Nous devons relever le défi de la concurrence dans tous les aspects de la vie économique. Il faut chasser cette croyance selon laquelle le développement économique fait obstacle à la mission sociale de l'État.

Je dis aujourd'hui aux Québécois que plus nous serons prospères, plus nous saurons générer de la richesse et attirer des investissements, plus nous pourrons aider ceux qui en ont véritablement besoin. Alors nous allons continuer de combattre le statu quo et de nous investir avec les Québécois dans le développement du Québec. Si nous devons avoir une chanson pour devise, le titre en serait : « Libérez-nous du statu quo! » Oui, nous faisons face à des grands défis au Québec, mais j'ai une bonne nouvelle pour nous. Nous avons bien plus de talents que de défis; nous avons bien plus de ressources que de problèmes. Voilà le chemin parcouru. Parlons donc d'avenir maintenant, parce que cet avenir est prometteur. Je vous dis qu'en 2008, lorsque le monde se tournera vers nous pour célébrer le 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec, son regard se posera sur une société renouvelée qui aura su réconcilier ambition et compassion. Nous allons faire du Québec une société inspirante de ce siècle nouveau. Nous avançons avec détermination et confiance. L'avenir, c'est des Québécois en meilleure santé. Nous allons continuer à investir, dans la prévention notamment, et à viser une organisation des services centrée sur les patients. Notre première cible demeure la réduction des délais d'attente. L'avenir, c'est des Québécois mieux formés.

Nous allons continuer à investir en éducation, parce que la réussite du Québec commence par la réussite scolaire de nos enfants. Pour que nous puissions préserver notre système de santé et notre réseau d'éducation nous allons nous employer avec une énergie extraordinaire à générer davantage de richesse au Québec. Depuis le début de notre mandat, nous avons commencé à lever les obstacles qui entravaient le développement économique du Québec.

Oui, le chômage a reculé, mais il est encore trop élevé. Nous allons continuer à alléger le fardeau fiscal des Québécois pour laisser aux citoyens le fruit de leurs efforts. Nous allons encourager les entreprises à relever le défi de la productivité en soutenant l'investissement stratégique. En contrepartie, je vous demande à vous, entrepreneurs du Québec, d'investir dans l'amélioration de votre productivité, dans votre modernisation. C'est votre responsabilité. De notre côté, nous allons investir en assumant nos responsabilités. Nous allons investir : 3,5 à 4 000 000 000 \$ par année pendant 15 ans dans l'hydroélectricité pendant que le secteur privé va investir 1 000 000 000 \$ dans l'énergie éolienne; ce sont des énergies propres. 300 000 000 \$ pour démarrer des entreprises en région avec les fonds d'investissement en région, les FIER. Plus de 1 000 000 000 \$ par année pendant trois ans dans le réseau routier, parce que c'est le support de nos exportations et de notre économie.

Nous allons aussi adopter des mesures pour aider nos entreprises à faire face aux économies émergentes. On peut voir en Chine un milliard et demi de concurrents. On peut aussi voir en Chine un milliard et demi de clients. De mon côté, j'irai partout où je pourrai aller pour ouvrir de nouveaux marchés et promouvoir le savoir-faire Québécois. Qui aurait dit, il y a quelques années à peine, que nous mènerions une mission conjointe France-Québec au Mexique? Il y en a parmi vous qui étaient avec le premier ministre Raffarin et moi lors de cette visite. Et nous allons rééditer l'expérience. Nous allons miser également sur Montréal, sur son immense potentiel de savoir, sur son rayonnement international, sur son bouillonnement économique et culturel. Nous allons miser sur l'aérospatiale, sur l'industrie biopharmaceutique et surtout sur l'innovation.

Le gouvernement du Québec est un partenaire incontournable de Montréal. Notre pacte fiscal avec Montréal prend fin en décembre prochain. Nous le renouvellerons de telle sorte que Montréal puisse disposer des ressources qui vont avec ses responsabilités de métropole. Et nous allons faire ensemble deux grands centres hospitaliers universitaires. C'est une bonne nouvelle pour Montréal. Le centre hospitalier universitaire de Montréal et le Centre universitaire de santé McGill vont consolider la place du Québec et de Montréal parmi les villes et les sociétés du monde qui définissent l'évolution de la médecine. Ce sont des milliers d'emplois dans l'économie du savoir. Le CHUM va se faire pour les patients, pour Montréal, pour le rayonnement de la science en français en Amérique du Nord. Nous allons prendre la meilleure décision. Ensuite, on va tous se rallier et s'engager ensemble dans la réalisation d'un CHUM à la hauteur de nos ambitions. Nous allons continuer à développer le Montréal technologique. Ubisoft vient d'annoncer 1 000 emplois à Montréal en s'appuyant sur une action concertée de plusieurs ministères du gouvernement.

Dans cette industrie en pleine croissance des technologies du loisir, qui offre des bons emplois à des jeunes, Montréal a battu au fil d'arrivée Vancouver, Tampa Bay et Shanghai. Nous allons aussi désengorger Montréal. Nous sommes en train de faire ce que d'autres gouvernements ont promis mais n'ont pas réalisé : une voie de contournement de Montréal en Montérégie. L'autoroute 30. Cette voie de contournement va soulager Montréal et favoriser le développement de la Montérégie. Nous avons aussi l'intention de finir l'œuvre inachevée du réseau autoroutier métropolitain en prolongeant la 25. La réalisation de ce projet favoriserait le développement économique de l'Est de Montréal et de Laval. Ce projet sera prochainement soumis pour discussion au Bureau d'audiences publiques en environnement. Je crois dans sa nécessité économique, mais pour se réaliser, il devra aussi répondre à nos objectifs de développement durable. Et je suis très confiant d'en arriver également à une conclusion rapide avec la Ville de Montréal sur le projet de réfection de la rue Notre-Dame.

We are more than capable of meeting these challenges. But Ottawa also shares this responsibility. In two days, federal Finance Minister Ralph Goodale will table his budget. Quebec should be among the beneficiaries. Quebec's future depends on an equitable federation. In the past two years, the Quebec Government has taken major steps forward in relations with our Canadian partners. We started the Council of the Federation, for example. And, for the first time, we reached an agreement on financing health care that recognizes the principle of asymmetric federalism.

Nous allons régler le litige sur les congés parentaux, sur les infrastructures et sur les garderies. Mais un fait demeure. Le déséquilibre fiscal n'est pas réglé. La preuve en est que le gouvernement fédéral continue de nager dans les surplus pendant que le Québec peine à boucler son budget. Depuis 1997, le gouvernement fédéral a systématiquement sous-estimé ses revenus et cumulé des surplus de 74 100 000 000 \$. Le gouvernement fédéral perçoit 300 000 000 \$ par semaine de plus que ce qu'il ne dépense. Je l'ai dit à Charlottetown, je vous le dis aujourd'hui, je le répéterai à Toronto dans quelques semaines : le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral est devenu, à la faveur du déséquilibre fiscal, un pouvoir d'intrusion dans les champs de compétence des provinces. Tôt ou tard, le gouvernement fédéral devra reconnaître cette évidence, admise par tous, sauf par lui. Nous avons encore beaucoup de travail à faire. Les changements que nous avons amorcés ne sont pas des changements cosmétiques. Ce sont des changements en profondeur qui vont redéfinir le fonctionnement du Québec.

Avec vous pour témoins, je dis aujourd'hui à mes ministres et députés ici présents qu'ils sont les conscrits d'une bataille rangée en faveur de la création d'emplois et de richesse. Tous, peu importe leur ministère, doivent être des facilitateurs du développement économique et de la création de richesse. Je leur dis qu'ils devront être plus présents dans les villes et les régions; ils devront être de toutes les tribunes; ils devront porter la détermination du gouvernement et rassembler les Québécois derrière nos enjeux. Nous n'avons pas fini de prendre des décisions difficiles. Et nous ne pourrons pas faire plaisir à tout le monde. Mais nous serons inébranlables dans nos convictions et dans notre détermination à repousser le statu quo pour faire avancer le Québec. Nous allons faire appel à tous les Québécois.

Nous allons nous appuyer sur des solidarités nouvelles, entre les générations, entre les secteurs public et privé, entre le milieu communautaire et la communauté d'affaires. À ceux qui demandent toujours plus, nous allons demander toujours mieux. Puisons à la source de nos artistes, de nos créateurs. Ceux qui font chanter la France, ceux qui ont pris le contrôle de Las Vegas et ceux qui ont poussé le cinéma québécois à un sommet. Puisons à la source de nos entrepreneurs pour qui la concurrence n'est pas une menace mais un appel au dépassement, qui repoussent les frontières.

Laissons-nous convaincre par eux que quand on est Québécois, il n'y a rien qu'on ne peut faire. Redécouvrons l'énergie de bâtir qui nous a permis de faire émerger un Québec moderne en quelques années. Gardons-le moderne. Et faisons ensemble un Québec du 21<sup>e</sup> siècle. Un Québec qui brillera parmi les meilleurs.